



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N^o DE LA PÉTITION : **421-00576**

DE : **M. STEWART (BURNABY-SUD)**

DATE : **LE 21 SEPTEMBRE 2016**

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : **M. Champagne**

Réponse du ministre des Finances

SIGNATURE

Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

Propriété étrangère

TRADUCTION

RÉPONSE

Le gouvernement du Canada s'engage à appuyer la santé, la compétitivité et la stabilité des marchés du logement et du crédit hypothécaire pour tous les Canadiens.

Données

Dans le but de mieux comprendre et de corriger les vulnérabilités dans certaines régions, le Budget de 2016 a engagé 500 000 \$ pour mettre au point des méthodes de collecte de données sur l'achat de logements canadiens par des étrangers.

Politiques et outils

Le gouvernement a récemment pris une série de mesures prudentes visant à protéger la sécurité financière des emprunteurs et à assurer une plus grande stabilité du secteur du logement et de l'économie, notamment des mesures visant à veiller à ce que les nouveaux propriétaires puissent payer leur hypothèque, même lorsque les taux d'intérêt commenceront à augmenter.

Le gouvernement a également annoncé des mesures destinées à améliorer l'équité fiscale et l'intégrité du système fiscal, notamment en assurant que l'exemption pour résidence principale est obtenue seulement dans les cas appropriés, et conformément au critère de résidence au Canada et à la limite d'une résidence principale par famille.

Les outils et les politiques du gouvernement fédéral s'appliquent à l'échelle nationale, ce qui limite la capacité d'aborder les problèmes dans des marchés particuliers. En revanche, les gouvernements provinciaux et municipaux disposent d'outils stratégiques pouvant mieux répondre aux préoccupations dans les marchés locaux. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé un groupe de travail fédéral, provincial et municipal sur les questions du logement, qui échangera des points de vue et considérera des solutions.

Le gouvernement continuera de surveiller le marché du logement afin d'en assurer la santé, la résilience, la compétitivité et la stabilité pour les propriétaires nouveaux et actuels.

Lutte contre le blanchiment d'argent

Le gouvernement est également déterminé à mettre en place un régime rigoureux, complet et à l'avant-garde de la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Les principaux éléments du Régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes sont énoncés dans la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPCFAT) et le Règlement connexe.

La Loi exige que les institutions financières et les intermédiaires financiers, y compris les courtiers immobiliers, identifient leurs clients, tiennent des dossiers, déclarent les opérations douteuses ou visées par règlement et aient en place un programme de conformité interne.

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) remplit ses fonctions par l'émission de lignes directrices, l'organisation d'activités de sensibilisation et l'examen de la conformité. De plus, quand le CANAFE a des motifs raisonnables de suspecter des activités de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes, il doit faire une communication de renseignements aux forces de police pour enquête et, le cas échéant, doit mettre en application des mesures visant à prévenir l'utilisation de fonds illégaux dans le marché du logement.

Le CANAFE continue de travailler en collaboration étroite avec L'Association canadienne de l'immeuble et les membres du secteur des biens immobiliers afin de faciliter la compréhension et de répondre à leurs besoins en matière de conformité.